

*Expansion des exportations—Loi*

capital demandée par le gouvernement. Je m'y oppose et j'exhorte les députés à appuyer l'amendement à l'étude.

**M. Ron Stewart (Simcoe-Nord):** Monsieur le Président, en soutenant cet amendement de mon collègue de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), qui propose de réduire de la capitalisation de la Société pour l'expansion des exportations, je voudrais dire que je m'inquiète, comme tous les autres députés de ce côté-ci de la Chambre—et c'est la principale inquiétude—de la responsabilité financière du gouvernement vis-à-vis du Parlement, ou plutôt de son absence. Ce n'est pas l'existence de la SEE qui est en cause, mais bien les comptes à exiger d'elle. Les Canadiens, les sondages le prouvent, ne font pas confiance à ce gouvernement.

Le projet de loi C-110, tel que proposé, donne au gouverneur en conseil, et nous savons tous que cela signifie le chef du parti libéral, le pouvoir de nommer le conseil d'administration et son président. Ayant été nommé, ce groupe de bureaucrates relève directement et uniquement du ministre des Finances, qui donne les autorisations d'emprunts et des achats et ventes d'obligations, et non de notre Chambre élue qui est censée surveiller l'utilisation des deniers publics. Nous n'avons pas eu de gouvernement passant outre au Parlement de cette façon depuis que le roi exigeait des barons qu'ils paient tribut.

Ainsi, le gouvernement du Canada est en mesure de prendre des décisions concernant les exportations, et il peut y affecter de l'argent provenant du Fonds du revenu consolidé, le tout sans tenir compte de l'opinion de la Chambre. Pouvons-nous faire confiance à ce gouvernement et être sûr qu'il conclura les meilleures affaires, de la façon la plus efficace? D'après les sondages, 28 p. 100 des Canadiens le croient, mais nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous doutons beaucoup des capacités d'organisation de ce gouvernement, qui aurait du mal à organiser un convoi funéraire de deux véhicules. Probablement que cela coûterait 10 fois plus que nécessaire et qu'on ferait tout son possible pour que le Parlement n'en sache rien.

**M. Beatty:** Il perdrait le corps.

**M. Stewart:** Mon collègue dit qu'il perdrait le corps. J'admets que ce gouvernement est fort adroit lorsqu'il s'agit de tourner le Parlement, mais pour ce qui est du reste, il est beaucoup moins efficace. Que dire de la SEE? Comme certains de mes collègues l'ont fait remarquer, elle a plus d'employés que de clients. Et moi qui pensais que les sociétés étaient déjà en mauvaise posture lorsqu'elles en avaient moitié moins. En 1982, la Société a consenti des prêts à 62 exportateurs, un client pour dix employés. La Société s'occupe également d'assurance. Il y a 1.5 police pour chaque employé. C'est le summum de l'efficacité libérale.

Le premier ministre (M. Trudeau) a de l'efficacité une conception différente de la mienne. Rien d'étonnant à cela puisque j'ai fait mes preuves dans les affaires alors qu'il s'est préoccupé de questions non économiques comme la Constitution, le bilinguisme et Canagrex—le contrôle étatique de l'agriculture, ni plus ni moins—sans parler de tout une série d'autres sociétés de la Couronne qui ont mis le trésor national à sec, sans pour autant perdre de vue son objectif qui est de faire glisser la nation sur la pente du socialisme. J'espère que nous n'avons pas déjà atteint cet objectif.

Le nombre et le genre d'entreprises qui reçoivent de l'aide est pour moi une autre source d'inquiétude. Lorsque la SEE

subventionne les activités d'INCO au Guatemala et en Indonésie, Sudbury perd des emplois. La SEE finance l'exploitation forestière en Pologne, en Iran et au Pérou alors que l'industrie forestière de la Colombie-Britannique est en perte de vitesse. Nous savons tout le respect dont le premier ministre a fait preuve envers les habitants de cette province, surtout ceux de Salmon Arm.

En finançant ce genre d'activités—soit dit en passant, c'est du financement à un taux préférentiel dont les acheteurs canadiens ne peuvent pas se prévaloir—la SEE ne fait que fournir indirectement de l'aide à l'étranger sans l'approbation du Parlement. Combien de fois les députés de l'opposition ont-ils exprimé leur consternation devant les agissements de l'ACDI et de ses directeurs? Est-ce que New York a besoin de notre aide à l'étranger? Les Algériens ont certainement su que faire de notre aide, eux qui ont érigé ce monument en forme de phallus.

Ce que nous aimerions voir dans ce projet de loi et dans beaucoup d'autres, c'est plus de responsabilité, pas moins, et moins de capitalisation, pas plus. Nous voulons que le gouvernement soit comptable aux députés. Faisons-nous plus confiance à un premier ministre qui nomme un membre du Conseil privé à vie sans vérifier ses antécédents qu'à la SEE et ses activités? Combien d'autres squelettes libéraux se dissimulent dans le placard?

Le vérificateur général sera-t-il chargé de garder un œil sur les activités de la SEE? Non. Les bureaucrates vont continuer de rendre des comptes au cabinet libéral. Nous aimerions que le secteur privé participe plus activement aux affaires de la SEE. Non seulement nous aimerions voir au plus trois bureaucrates au conseil, mais nous aimerions qu'on encourage les institutions financières du secteur privé—entre autres, les banques comprises à l'Annexe B—à répondre aux besoins des exportateurs canadiens qui sont désavantagés sur le plan du financement à l'exportation. Rien ne saurait remplacer la libre entreprise et à bien des égards la SEE ne tient pas compte de cette réalité.

La Société a consenti des prêts à seulement 62 entreprises et pourtant elle entretient des bureaux dans toutes les grandes villes du Canada. Pareille situation est injustifiable. Dans l'état actuel des choses, le Parlement est incapable de prévenir l'inefficacité et toute expansion inutile. La Société n'a pas de comptes à lui rendre.

A un rythme sans cesse croissant, les Canadiens sont gouvernés par décret, administrés par des sociétés de la Couronne, les instruments de la politique socialiste du premier ministre, une politique qui accentue la grave récession dont les Canadiens ont peine à se relever. Faut-il s'en étonner quand l'on considère qu'aux termes de la loi à l'étude, la SEE pourra emprunter jusqu'à concurrence de 20 milliards sans se préoccuper de l'avis du Parlement.

Dans une publication récente, la National Citizens' Coalition réclame la fin du socialisme. Elle réclame la suppression ou la vente des 400 et quelque sociétés de la Couronne que nous avons, de même que le rétablissement du contrôle du Parlement sur le trésor public et les dépenses gouvernementales. C'est exactement ce que notre parti préconise. De telles mesures feraient beaucoup plus pour réduire la dette nationale et favoriser la reprise que ne pourra jamais le faire le programme des 6 et 5 p. 100.